

Le confédéralisme démocratique et la question kurde

Avec la fin officielle de la guerre contre l'État islamique, il semblerait que la paix soit enfin arrivée en Syrie, même si l'on sait déjà que ce groupe totalitaire n'a pas disparu et qu'une guerre de guérillas et d'attaques peut commencer.

Il semble également que la guerre civile syrienne ait presque pris fin avec la défaite de la révolution de mars 2011, qui a suivi la vague révolutionnaire amorcée trois mois avant en Tunisie. Pour la vaincre, il a fallu l'intervention de toutes les puissances impérialistes et régionales, du Hezbollah et la trahison de la gauche mondiale qui a criminellement abandonné à son sort le peuple syrien. Mais la question du Kurdistan syrien, dans lequel une entité autonome a été formée, la Fédération Démocratique de Syrie du Nord, que le gouvernement de Bachar el-Assad ne contrôle pas et que le président turc Erdogan menace d'envahir, comme il l'a fait en janvier 2018 avec Afrin, autre région kurde de Syrie, reste sans solution.

L'avenir du Kurdistan syrien est marqué par l'incertitude pour plusieurs raisons :

Premièrement, parce que la Fédération Démocratique du Nord de la Syrie, dont les milices kurdes du YPG constituent l'épine dorsale, maintient le contrôle du territoire indépendamment du régime syrien.

Deuxièmement, à cause de la guerre contre l'État Islamique, les kurdes, avec le soutien de l'aviation américaine, ont pris le contrôle du territoire occupé par Daesh.

Troisièmement, le président américain Donald Trump a annoncé en décembre que les États-Unis retireraient les troupes stationnées dans la région.

Enfin, parce que les Kurdes ne sont jamais intervenus dans la révolution syrienne et sont restés "neutres" dans la guerre civile qui a déchaîné el-Assad pour écraser son peuple.

La conclusion finale est que les Kurdes sont seuls et que leurs organisations n'ont jamais cessé d'être considérées comme des " terroristes " par les puissances impérialistes, qui les ont utilisées pour contenir la menace de Daesh quand elle a cessé de leur être utile et se préparent maintenant à les abandonner à leur sort. Les Kurdes ont été laissés seuls face aux régimes de la Turquie et de la Syrie, qui ont déjà le feu vert de l'impérialisme pour les attaquer.

Face à cette incertitude, les dirigeants politiques kurdes, avec l'approbation de la Russie, ont entamé des négociations avec le régime syrien génocidaire pour trouver une issue et garantir une certaine autonomie au territoire kurde-syrien. Cette attitude des dirigeants kurdes devrait susciter la confusion et la critique parmi les militants de gauche et anti-impérialistes du monde entier, mais elle n'en maintient pas moins sa sympathie et son soutien. Cette politique se justifie par la théorie du " Confédéralisme Démocratique " qui inspire l'action du PKK (Parti des Travailleurs Kurdes) et l'organisation territoriale du Kurdistan syrien et qui compte sur la solidarité internationale d'une gauche qui n'a jamais soutenu la révolution syrienne.

Qu'est-ce que le confédéralisme démocratique ?

C'est le projet politique développé par Abdullah Öcalan (principal dirigeant du PKK emprisonné depuis 1999 et purgeant une peine de réclusion à perpétuité en confinement solitaire¹) annoncé le 20 mars 2005 dans la Déclaration du Confédéralisme Démocratique du Kurdistan². Il s'agit d'un modèle d'organisation territoriale sous forme de pyramide dans laquelle " *la volonté de la base sera prépondérante et le pouvoir sera avant tout celui des assemblées municipales, de village et de quartier* ".

Ce système devrait permettre que « *les droits à la parole, aux discussions et aux prises de décision soient reconnus aux différents groupes, de la base à la direction, les délégués étant élus pour un an,*

1 Pendant le mois mai, ce situation d'isolement a été levé suite a une massive grève de faim mené par des militants et députés (en liberté, a l'exile ou emprisonnés) . Cette grève a fini a pétition du même Öcalan

2 <https://populaction.com/la-declaration-kurde-du-confederalisme-democratique-de-2005/>

formant une coordination au plus haut niveau, et travaillant comme des fonctionnaires du peuple »³. Dans ce projet, une importance particulière est accordée à la participation des femmes et des jeunes, par le biais de leurs propres organisations, à l'inclusion et au respect de toutes les minorités culturelles et religieuses et à l'écologie.

En ce qui concerne le droit à l'autodétermination du peuple kurde, on peut lire dans son sixième point : *"Le droit à l'autodétermination doit signifier, au Kurdistan, le développement sa propre démocratie, sans se soucier véritablement de la question des frontières, et non la création d'un État sur des bases nationalistes. Les kurdes, en Iran, en Turquie, en Syrie et même en Irak, se regrouperont pour prendre place au sein de leur fédération et pourront se regrouper à un plus haut niveau pour former une confédération »⁴.*

Dans un autre document publié en 2009, intitulé "Confédéralisme démocratique"⁵ Öcalan développe le projet qui vise à organiser le peuple kurde sur la base des institutions locales *"pour libérer la société et la démocratiser et que l'autorité politique ne soit pas l'État (...) Les États ne font qu'administrer tandis que les démocraties gouvernent. Les États sont fondés sur le pouvoir; tandis que les démocraties gouvernent. Dans ce genre d'auto-organisation, une économie alternative devient nécessaire."*⁶

Ce projet se construit de manière communautaire mais sans construire un État-nation considéré comme un instrument de la bourgeoisie pour exploiter *"la capacité de travail de la société"* et sans remettre en cause les autres États-nations ou leurs limites territoriales. Pour Öcalan, la création d'un État-nation « dans le contexte de la modernité capitaliste (...) signifierait remplacer les vieilles contraintes par d'autres nouvelles ou même intensifier la répression ». Mais *« qu'il s'agisse d'une république de l'État-nation ou d'une démocratie, le Confédéralisme démocratique est ouvert aux compromis qui concernent les traditions étatiques ou gouvernementales. Il privilégie la coexistence égalitaire »⁷*

Le Confédéralisme démocratique est défini comme *" un type d'auto-administration qui contraste avec l'administration par un État-Nation. Cependant, dans certaines circonstances, la coexistence pacifique entre ces deux entités est possible, aussi longtemps que l'État-nation n'interfère pas avec ce qui relève de l'auto-administration. S'il s'y risquait, en effet, la société civile serait en droit d'assurer son autodéfense. "*⁸. Sur la base de ces postulats, *"Le confédéralisme démocratique au Kurdistan est également un mouvement antinationaliste ⁹ « ..un État-nation kurde se révélerait inadapté aux besoins du peuple kurde.(...) la création d'un État kurde séparé n'a aucun sens pour les Kurdes" car "un Etat supplémentaire ne ferait que renforcer l'injustice et entraver plus encore le droit à la liberté. "*¹⁰.

Enfin, il affirme que *"Le Confédéralisme démocratique au Kurdistan est également un mouvement antinationaliste. Il vise à accomplir le droit à l'autodéfense des peuples en contribuant à la progression de la démocratie dans toutes les parties du Kurdistan, sans toutefois remettre en cause les frontières politiques existantes. La fondation d'un État-nation kurde ne fait pas partie de ses objectifs. Le mouvement a pour but l'établissement de structures fédérales en Iran, en Turquie, en Syrie et en Irak, structures ouvertes à tous les Kurdes et formant, dans le même temps, une confédération globale pour les quatre parties du Kurdistan."*¹¹.

3 Ibid.

4 Ibid.

5 <http://www.freedom-for-ocalan.com/francais/Abdullah-Ocalan-Confederalisme-democratique.pdf>

6 Ibid. page 23

7 Ibid. page 24

8 Ibid. page 34

9 Ibid. page 36

10 Ibid. page 21

11 Ibid. page 36

Ce prétendu dépassement de l'État est ce qui a rendu le projet de confédéralisme démocratique attrayant aux yeux des organisations anarchistes bien qu'en réalité, le fonctionnement du PKK et de la fédération démocratique du nord de la Syrie soit plus typique d'une organisation de guérilla qui construit une sorte de parti-État. Nous craignons que ce projet politique ne brouille des questions aussi importantes que la crise au Moyen-Orient, l'impérialisme, le caractère de classe et les programmes révolutionnaires. Elle ne mentionne pas non plus pratiquement la lutte de classe, la classe ouvrière, le socialisme, mais elle mentionne la "capacité de travail de la société" au lieu du caractère productif des travailleurs.

Nous ne pouvons pas entrer ici dans le débat théorique sur le confédéralisme démocratique en profondeur alors qu'il est censé être appliqué dans l'une des régions les plus explosives de la planète du point de vue de la lutte internationale des classes. Le Moyen-Orient est l'exemple le plus clair d'agression impérialiste : Irak, Syrie, Palestine et, en particulier, Gaza. Dans cet article, nous n'analysons que des conséquences sur l'exercice du droit à l'autodétermination.

La renonciation au droit à l'autodétermination

D'un point de vue théorique, le confédéralisme démocratique renonce complètement, à notre avis, au droit à l'autodétermination, à l'unification du peuple kurde et à l'internationalisme. Il ne demande que l'autonomie pour développer son projet, en respectant les frontières et le caractère de classe des États qui divisent le peuple kurde et en renonçant à la construction d'un État kurde. Cette politique a des conséquences catastrophiques pour les kurdes de Syrie.

La première conséquence a été de contribuer à la victoire du régime syrien, qui a toujours brutalement opprimé le peuple kurde et qui pourra désormais continuer à le faire. Pour écraser la révolution qui a éclaté en 2011, le régime de Bachar el-Assad a laissé un pays détruit - avec plus de 500.000 morts, cinq millions de déplacés et des millions d'exilés à l'étranger – aux mains de leurs alliés : la Russie, l'Iran et le Hezbollah, sans lesquels il n'aurait pu gagner la guerre. La Turquie et les régimes du Golfe Persique ont contribué à diviser l'opposition syrienne en soutenant des groupes islamistes radicaux. La priorité d'Erdogan a toujours été d'éviter une révolution en Syrie et l'autodétermination des Kurdes dans le nord de la Syrie. Toutes les puissances régionales et impérialistes, sans exception, ont collaboré à cette guerre civile dans laquelle le peuple syrien a été seul, sans même la sympathie de la gauche mondiale. C'est un avertissement à tous les peuples qui luttent pour leur liberté et pour leurs conditions de vie.

Le Kurdistan syrien a accueilli de nombreux réfugiés syriens sur son territoire, mais les dirigeants de Rojava ont maintenu leur collaboration avec le régime. La non-intervention des milices kurdes a permis à Bachar el-Assad et à ses alliés de concentrer toutes leurs forces dans les zones où les forces rebelles combattaient. D'autre part, les milices kurdes ont accepté d'être la force de choc des États-Unis et des puissances européennes. La neutralité démontrée dans cette guerre n'a pas grand-chose à voir avec les objectifs de "libération et de démocratisation de la société", mais avec la coexistence pacifique avec les États-nations tant qu'ils "n'interfèrent pas dans les affaires centrales de l'auto-administration » kurde.

Si les milices kurdes étaient parvenues à un accord de soutien militaire mutuel avec les milices luttant contre le régime syrien, le régime el-Assad ne serait peut-être plus là. Il est vrai que les forces d'opposition syriennes ne voulaient pas reconnaître l'identité kurde, et qu'au début, elles avaient tellement confiance en l'intervention de la Turquie à leurs côtés qu'elles ont nié leur réalité. *Lucha Internacionalista* a lutté contre cette orientation dans les quelques forums internationaux qui soutiennent la révolution syrienne et nous avons exigé que le projet de Syrie libre et démocratique envisage nécessairement le droit à l'autodétermination kurde... un droit que les dirigeants kurdes ont abandonné avec la politique du confédéralisme démocratique ! La réalité est que cette unité d'action stratégique basée sur l'objectif commun de renverser la dictature, qui a écrasé le peuple, n'a pas été donnée et le prix a été très élevé.

Reconnaissance des frontières des États oppresseurs du peuple kurde

Au-delà de la Syrie, l'approche du confédéralisme démocratique reconnaît les frontières qui divisent le Kurdistan et facilite la défense des intérêts de chaque dirigeant politique dans ses différentes régions occupées par la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. Sous prétexte que la création d'un autre État serait une autre forme d'oppression et que les réalités politiques peuvent être construites en dehors de l'existence des États, la réalité est que l'impérialisme peut imposer la politique du "diviser pour régner". Ainsi, le gouvernement régional du Kurdistan irakien entretient d'excellentes relations avec les gouvernements iranien et turc et force les groupes kurdes de ces États à ne pas mener d'actions depuis leur territoire. Pire encore, le gouvernement régional kurde de l'Irak autorise la Turquie à bombarder et à envahir les régions du Kurdistan irakien où se trouvent les milices du PKK. Il n'a pas été nécessaire que Barzani et Talabani, les dirigeants kurdes d'Irak, construisent un nouvel État afin de créer un nouvel appareil oppressif.

Le refus de promouvoir le droit à l'autodétermination du peuple kurde, sa réunification et, à terme, de constituer un État kurde implique la reconnaissance des frontières actuelles des États qui oppriment les Kurdes : Irak, Iran, Syrie et Turquie. Elle finit par accepter l'existence de ces régimes génocidaires avec lesquels la "coexistence pacifique" est impossible et par isoler les Kurdes du reste des peuples du Moyen-Orient qui luttent pour leur liberté.

L'Unité Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (UIT-QI), nous continuerons à défendre le droit à l'autodétermination du peuple kurde, indépendamment de sa direction politique, et nous serons à ses côtés contre les menaces et agressions de la Turquie, de la Syrie ou de toute autre puissance régionale ou impérialiste.

Mai 2019

Cristina Mas et Andreu Pagès

Lucha Internacionalista (section de l'État espagnol de la UIT-QI)